



Syndicat des indépendants et des TPE

PRÉSIDENTIELLE 2022

Analyse des programmes



Contacts presse - ADVOCACIZ :
Alexandra Richert : 06.08.77.86.22
Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

6 millions d'électeurs à la recherche d'un(e) candidat(e)

Qui pour représenter les TPE les 10 et 24 avril prochain ? C'est à cet exercice ardu que s'est attaché le SDI dans sa revue de détail des programmes de l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle sur la base de 6 items.

Force est de constater que le bilan global est plus que maigre, parfois famélique. Celles et ceux qui ont le mieux travaillé leur sujet de rassemblement de toutes les énergies peuvent toutefois avoir ici ou là des convergences avec les sujets de préoccupation des professionnels indépendants et dirigeants de TPE.

Néanmoins, même lorsqu'ils sont abordés, les sujets manquent le plus souvent de cohérence et méritent d'être approfondis **du point de vue de 98%** des structures entrepreneuriales de ce pays.

Le pouvoir d'achat est bien présent dans l'ensemble des programmes sous différents angles selon les sensibilités. L'industrie se taille la part du lion. La baisse de la pression fiscale sur les grandes entreprises est une thématique récurrente. Celle sur les TPE en est le parent pauvre, au même titre que la relance du commerce de proximité, le financement, la protection sociale ou encore les modalités de résilience dans un contexte économique et de consommation en dégradation constante.

L'urgence pour nos entreprises aujourd'hui est d'être entendues et considérées, tant par celle ou celui qui occupera l'Élysée que par la future majorité.







L'analyse des programmes donne la mesure du chemin qu'il reste à parcourir.

Marc Sanchez
Secrétaire Général

Le **Syndicat des indépendants** est une organisation patronale apolitique qui évalue les propositions des candidats à la présidentielle sous le seul angle de ce qui concerne les entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE.

Le scoring des candidats en couleurs est basé sur les propositions issues de leur programme en comparaison avec les attentes des dirigeants formulées auprès du SDI pour l'élection présidentielle, réparties en **6 thématiques** :

- Résorber les fragilités des TPE liées à la crise de la Covid
- Relancer le commerce de proximité
- Relancer l'emploi
- Réformer la fiscalité
- Faciliter le financement
- Améliorer la protection sociale des entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE

	Résorber les fragilités liées à la Covid	Relance commerce de proximité	Emploi	Fiscalité	Financement	Protection sociale des indépendants
 Emmanuel MACRON	Doit mieux faire	Thème absent du programme	Propositions concrètes	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Propositions concrètes
 Jean-Luc MÉLENCHON	Propositions concrètes	Doit mieux faire	Propositions contre productives	Thème absent du programme	Doit mieux faire	Thème absent du programme
 Valérie PÉCRESSE	Thème absent du programme	Doit mieux faire	Doit mieux faire	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Thème absent du programme
 Philippe POUTOU	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Propositions contre productives	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Thème absent du programme
 Fabien ROUSSEL	Thème absent du programme	Propositions contre productives	Propositions concrètes	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Thème absent du programme
 Éric ZEMMOUR	Thème absent du programme	Thème absent du programme	Propositions concrètes	Doit mieux faire	Thème absent du programme	Thème absent du programme

Code couleur



Propositions concrètes



Propositions contre productives



Doit mieux faire



Thème absent du programme



Emmanuel MACRON



Résorber les fragilités liées à la crise Covid

Le candidat Emmanuel Macron parviendra-t-il à améliorer les dispositifs TPE mis en œuvre lors du quinquennat ou bien poursuivra-t-il ses objectifs de "start-up nation" ?

La fin du "quoi qu'il en coûte" théorisée en juillet 2021 est désormais bien intégrée par le terrain. La 5ème vague Covid puis la guerre russo-ukrainienne, avec leurs aides "ciblées" ont laissé sur le bas-côté l'écrasante majorité des professionnels indépendants et dirigeants de TPE. S'il est un fait que le nombre de liquidations judiciaires reste à un niveau extrêmement bas, ce sont les cessations volontaires d'activités qui explosent de 35% sur le premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021. En clair, en l'absence de perspectives, 75.000 professionnels ont baissé les bras et fermé leurs portes avant qu'il ne soit trop tard.

Deux mesures essentielles doivent être prises rapidement pour soulager la trésorerie des TPE :

- l'allongement de droit d'au moins deux années de la durée de remboursement du PGE;
- le renouvellement du dispositif d'étalement de paiement des charges sociales personnelles des chefs d'entreprise (URSSAF) sur 12 à 36 mois.

Relance du commerce de proximité

Il est dommage que le candidat n'ait formulé aucune proposition sur ce thème alors que la tenue des Assises du Commerce en décembre 2021 aurait pu l'inciter à lancer de nombreuses initiatives soutenues par le SDI. Le seul élément retenu à ce stade est la suppression de la CVAE (Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), laquelle ne concerne que les entreprises qui réalisent plus de 500K€ de chiffre d'affaires. La CFE (Contribution Foncière des Entreprises) concerne pour sa part l'ensemble des structures commerciales et artisanales. Sa suppression aurait aussi satisfait les TPE pour un coût moindre que la suppression de la CVAE.

Emploi

Emmanuel Macron est l'un des rares candidats à s'abstenir de proposer une hausse générale des salaires. Il privilégie le renforcement du dispositif PEPA (Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat), lequel présente l'avantage de pouvoir augmenter la rémunération des salariés en franchise de toutes charges et impôts. Ce type de dispositif est plébiscité par les dirigeants de TPE, lesquels souhaitent dans leur très grande majorité mieux rémunérer leurs salariés hors charges. Ils le considèrent par ailleurs comme une forme de participation à la bonne santé de l'activité à laquelle leurs salariés participent au quotidien à leurs côtés. Ainsi, l'INSEE relevait en 2020 que la PEPA constituait un effet d'aubaine pour les grandes entreprises utilisée comme substitut au salaire, ce qui n'était pas le cas dans les TPE.

Protection sociale des indépendants

La réforme de l'ATI (Allocation Travailleurs Indépendants) et la baisse des cotisations volontaires AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle), ont constitué de premiers éléments positifs pour les indépendants. La prochaine étape, portée par le SDI, viserait à leur accorder le droit de renforcer leur protection sociale contre le versement des cotisations afférentes. 75% des indépendants et dirigeants de TPE seraient favorable à une telle possibilité (Source : Enquête CSA-SDI de Novembre 2021).

Le candidat a annoncé de façon sibylline une baisse annuelle de 550€ des cotisations sociales des indépendants pour un SMIC, sans préciser quelle cotisation serait concernée ni les conséquences sur les droits.



Jean-Luc MÉLENCHON

Résorber les fragilités liées à la Covid

Relance commerce de proximité

Emploi

Fiscalité

Financement

Protection sociale des indépendants

Résorber les fragilités des TPE liées à la Covid

Jean-Luc Mélenchon est le seul candidat à s'intéresser à la question du remboursement de la dette PGE par les entreprises.

Il propose une solution radicale : la reprise de l'ensemble des PGE des TPE/PME par une caisse de défaisance.

Une autre de ses propositions consiste à repousser de deux ans le début de remboursement du PGE.

Relance du commerce de proximité

Jean-Luc Mélenchon propose à cet égard des aides spécifiques à l'installation des artisans et commerçants. À défaut de plus amples précisions, cette proposition mérite des éclaircissements quant aux modalités et critères.

Le candidat propose par ailleurs la remise en cause des autorisations du travail dominical, proposition propre à séduire les commerçants et artisans de proximité inquiets de l'extension des ouvertures des grandes surfaces de périphérie.

Emploi

Jean-Luc Mélenchon, comme tous les candidats à l'élection présidentielle propose, pour accroître le pouvoir d'achat, d'augmenter les salaires et plus particulièrement le SMIC, lequel aura pourtant déjà progressé de 5,89% en un an suite à la réévaluation programmée pour le 1er mai prochain.

Ce type de mesure est contreproductive pour les TPE dont la sensibilité au coût du travail, à la hausse comme à la baisse, s'est manifestée à de multiples reprises par le passé. Si, sur le fond, les entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE souhaitent augmenter les rémunérations de leurs salariés, le niveau des charges sociales constitue traditionnellement un frein voire un obstacle dans le contexte actuel du coût des énergies et des matières premières conjugué à une baisse de la consommation. L'effet immédiat d'une telle mesure sera au mieux un gel des embauches, au pire des licenciements.

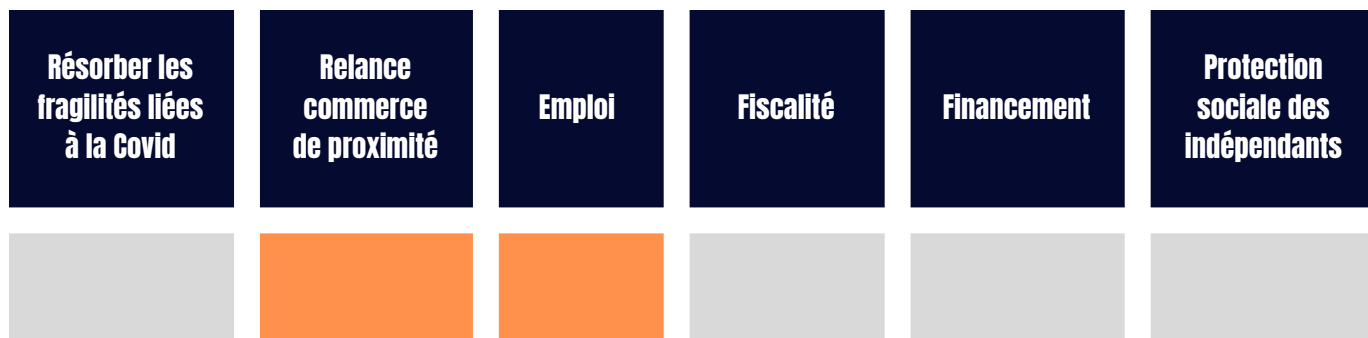
Financement

Le candidat propose de socialiser les banques généralistes en vue de financer les petites entreprises sur des critères sociaux et écologiques.

Les difficultés de financement des TPE par les établissements bancaires étant avérées, cette proposition reste néanmoins à parfaire en ce qui concerne les modalités et critères proposés.



Valérie PÉCRESSE



Relance du commerce de proximité

Valérie Pécresse propose de créer une aide à l'investissement de proximité : un crédit d'impôt de 50% sur les investissements des personnes physiques jusqu'à 20.000€ en actions ou en prêts sur 5 ans minimum dans des entreprises implantées dans des communes de moins de 20.000 habitants.

Le principe de soutien à l'investissement est positif. Reste que la sectorisation sur un critère de taille de commune n'est pas opérant. Les besoins sont moins fonction de la taille de la commune que de l'appréciation des besoins sur le terrain.

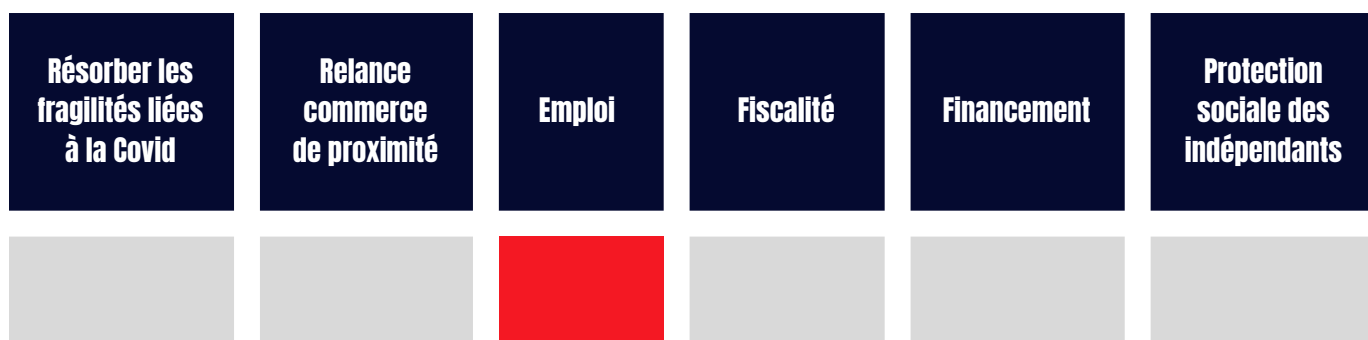
Emploi

Valérie Pécresse propose d'augmenter dans les 5 ans les salaires nets inférieurs à 2,2 SMIC de 10% hors inflation avec compensation du surcoût pour les entreprises à hauteur des 2/3.

La formulation de la proposition est assez complexe. Sans doute trop complexe pour des professionnels indépendants et dirigeants de TPE qui ont besoin de données claires et de visibilité.



Philippe POUTOU



Emploi

Philippe Poutou propose pour augmenter le pouvoir d'achat d'augmenter le SMIC à 1 800€ net par mois. Ce type de mesure est contreproductive pour les TPE dont la sensibilité au coût du travail, à la hausse comme à la baisse, s'est manifestée à de multiples reprises par le passé. Si, sur le fond, les entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE souhaitent augmenter les rémunérations de leurs salariés, le niveau des charges sociales constitue traditionnellement un frein voire un obstacle dans le contexte actuel de hausse du coût des énergies et des matières premières conjugué à une baisse de la consommation. L'effet immédiat d'une telle mesure sera au mieux un gel des embauches, au pire des licenciements.



Fabien ROUSSEL

**Résorber les
fragilités liées
à la Covid**

**Relance
commerce
de proximité**

Emploi

Fiscalité

Financement

**Protection
sociale des
indépendants**

Emploi

Fabien Roussel, comme tous les candidats à l'élection présidentielle propose, pour accroître le pouvoir d'achat, d'augmenter les salaires et plus particulièrement le SMIC, lequel aura pourtant déjà progressé de 5,89% en un an suite à la réévaluation programmée pour le 1er mai prochain.

Ce type de mesure est contreproductive pour les TPE dont la sensibilité au coût du travail, à la hausse comme à la baisse, s'est manifestée à de multiples reprises par le passé. Si, sur le fond, les entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE souhaitent augmenter les rémunérations de leurs salariés, le niveau des charges sociales constitue traditionnellement un frein voire un obstacle dans le contexte actuel de hausse du coût des énergies et des matières premières conjugué à une baisse de la consommation. L'effet immédiat d'une telle mesure sera au mieux un gel des embauches, au pire des licenciements.

Fiscalité

M. Roussel se penche sur la question de la fiscalité des entreprises au travers d'une proposition d'impôt progressif dont on comprend qu'il vise plus particulièrement les grandes entreprises.

La notion mériterait toutefois d'être affinée en vue d'en connaître l'impact sur les TPE.

Ajoutons que l'IS (Impôt sur les Sociétés) est abordé dans plusieurs programmes, signe d'une méconnaissance générale du monde de l'entrepreneuriat composé à 98% de professionnels indépendants et dirigeants de TPE dont la grande majorité n'est pas soumise à l'IS mais à l'IR (Impôt sur le Revenu). En conséquence de quoi, abaisser l'IS n'a aucun impact positif pour ces chefs d'entreprise.

Financement

Enfin, concernant le financement, Fabien Roussel propose la nationalisation des grandes banques et compagnies d'assurance en vue de favoriser le crédit bancaire et réduire le coût du capital pour les TPE/PME. Ce dispositif est noté comme positif, bien que la notion de "coût du capital", "renforcement du haut de bilan" et autres "participation au capital" soit éloigné des préoccupations de financement de petites structures qui peinent à financer leur BFR (Besoin en Fonds de Roulement) auprès des établissements bancaires.

D'autres mesures moins radicales portées par le SDI seraient à même de favoriser le financement des TPE :

- plafonnement des frais bancaires à l'instar des particuliers;
- portabilité des comptes bancaires des professionnels indépendants et dirigeants de TPE;
- proposition systématique de garantie d'une société de caution mutuelle en lieu et place de la caution personnelle pour les emprunts professionnels.



Éric ZEMMOUR

**Résorber les
fragilités liées
à la Covid**

**Relance
commerce
de proximité**

Emploi

Fiscalité

Financement

**Protection
sociale des
indépendants**

Emploi

Eric Zemmour propose, comme tous les autres candidats, d'augmenter les salaires. Sa proposition se distingue néanmoins puisque cette augmentation viendrait d'un abaissement des charges sociales et serait donc transparente pour les entreprises.

Fiscalité

Eric Zemmour propose de plafonner l'IS à 15% pour les TPE/PME et d'instaurer des zones franches où les entreprises ne paieraient ni impôts de production ni IS pendant 5 ans.

Le taux d'IS est déjà de 15% pour les TPE jusqu'à 38.120€ de bénéfices. Bien que rien ne soit précisé dans le programme, sans doute faut-il considérer que ce plafond serait rehaussé ou annulé.

Quant aux zones franches, aucune précision n'est apportée quant à leur lieu de situation géographique. En tout état de cause, la mention "impôts de production" et "IS" ne concerne pas par hypothèse 80% des TPE. Ce point mérite donc d'être affiné pour ce segment d'entreprises.

CONTACT

sdi.lyon@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97

Contacts presse - ADVOCACIZ :

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22

Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

